



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DF DIRECTION GÉNÉRALE DES
FINANCES PUBLIQUES

Service Comptable de l'Etat

Situation Mensuelle de l'Etat



Décembre 2017


MINISTÈRE DE L'ACTION
ET DES COMPTES PUBLICS



DF DIRECTION GÉNÉRALE DES
FINANCES PUBLIQUES

Synthèse	2
Faits marquants	2
Chiffres clés	4
Solde d'exécution budgétaire	5
Dépenses	6
Dépenses du budget général par titres et catégories	6
Dépenses du budget général par missions et programmes	7
Recettes	10
Recettes fiscales du budget général	10
Recettes non fiscales du budget général	12
Prélèvements sur recettes de l'Etat et fonds de concours	14
Opérations des comptes spéciaux	15
Données patrimoniales	16
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	16
Dette financière de l'Etat	17
Notes méthodologiques	18



Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI) : -67,78 Md€

Le solde d'exécution budgétaire à fin décembre 2017 s'élève à -67,78 Md€ contre -70,61 Md€ à fin décembre 2016 à périmètre constant. Cette évolution s'explique par une hausse des dépenses

nettes de 10,33 Md€, une augmentation des recettes nettes de 14,39 Md€ et une variation du solde des comptes spéciaux de -1,23 Md€.

Dépenses du budget général (nettes de R et D*) : 326,78 Md€

Les principales dépenses du mois (en CP)

✓ Mission **Enseignement scolaire** : 5,91 Md€, dont 2,77 Md€ au titre du programme « Enseignement scolaire public du second degré » et 1,81 Md€ au titre du programme « Enseignement scolaire public du premier degré » ;

✓ Mission **Défense** : 3,56 Md€, dont 1,86 Md€ au titre du programme « Soutien de la politique de la Défense », 0,97 Md€ au titre du programme « Equipement des forces » et 0,65 Md€ au titre du programme « Préparation et emploi des forces » ;

✓ Mission **Solidarité, insertion et égalité des chances** : 3,18 Md€, partagés essentiellement entre les programmes « Inclusion sociale et protection des personnes » à hauteur de 1,83 Md€ et « Handicap et dépendance » pour 1,24 Md€ ;

Les dépenses nettes à fin décembre 2017 s'élèvent à 326,78 Md€ contre 316,44 Md€ à fin décembre 2016 à périmètre constant. Cette évolution (+10,33 Md€) résulte notamment des hausses des dépenses de personnel (+4,46 Md€, conformément aux prévisions), d'intervention (+4,41 Md€, principalement au titre des programmes « Accompagnement des mutations économiques et

✓ Mission **Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales** : 1,90 Md€, majoritairement au titre du programme « Economie et développement durable des entreprises agricoles, agroalimentaires et forestières » (1,76 Md€) ;

✓ Mission **Egalité des territoires et logement** : 1,67 Md€, principalement au titre du programme « Aide à l'accès au logement » (1,29 Md€) ;

✓ Mission **Sécurités** : 1,64 Md€, partagé essentiellement entre les programmes « Police nationale » à hauteur de 0,89 Md€ et « Gendarmerie nationale » pour 0,69 Md€ ;

✓ Mission **Engagements financiers de l'Etat** : 1,47 Md€, principalement au programme « Charge de la dette et trésorerie de l'Etat » (1,20 Md€).

développement de l'emploi » et « Economie et développement durable des entreprises agricoles, agroalimentaires et forestières ») et de fonctionnement (+0,76 Md€, principalement au titre des programmes « Développement des entreprises et du tourisme » et « Economie et développement durable des entreprises agricoles, agroalimentaires et forestières »).

Recettes du budget général (nettes de R et D*) : 253,43 Md€

Les principales recettes du mois (nettes de R et D*)

IS : 19,13 Md€ au titre de l'encaissement du 4^{me} acompte au 15 décembre et des contributions exceptionnelles et additionnelles à l'IS ;

TVA : 13,70 Md€ ;

IR : 3,59 Md€ ;

Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes : 2,24 Md€, dont 0,98 Md€ de droits de mutations à titre gratuit et 0,48 Md€ au titre des autres taxes intérieures (essentiellement la taxe intérieure sur la consommation finale d'électricité) ;

Recettes non fiscales diverses : 1,20 Md€, dont 0,62 Md€ de prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations ;

Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques : 1,17 Md€ ;

Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales : -3,20 Md€, dont -2,26 Md€ au titre de la dotation globale de fonctionnement (DGF).

* nettes de R et D : nettes de remboursements et dégrèvements



Recettes fiscales (nettes de R et D*) : 295,63 Md€

Les recettes fiscales nettes à fin décembre 2017 s'élèvent à 295,63 Md€ contre 284,59 Md€ à fin décembre 2016 à périmètre constant.

Cette évolution (+11,04 Md€) s'explique notamment par les hausses des recettes de TVA nette pour 7,84 Md€, des droits d'enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes pour 6,33 Md€

(montant essentiellement lié à la hausse des autres taxes intérieures, notamment la taxe intérieure sur la consommation finale d'électricité), d'IS net pour 5,73 Md€ et d'IR net pour 1,27 Md€.

Cette augmentation est partiellement compensée par des baisses de recettes de TICPE (-4,74 Md€).

Recettes non fiscales : 13,82 Md€

Les recettes non fiscales à fin décembre 2017 s'élèvent à 13,82 Md€ contre 16,24 Md€ à fin décembre 2016.

Cette variation (-2,42 Md€) est marquée par la diminution des recettes non fiscales diverses de 2,44 Md€ (principalement les reversements au titre des procédures de soutien financier au commerce extérieur), la baisse des produits du domaine de l'Etat de 0,88 Md€ (principalement les redevances d'usage des fréquences radioélectriques) et la baisse des

remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières à hauteur de 0,43 Md€ (en particulier, les intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers).

Ces mouvements sont néanmoins compensés par l'augmentation des dividendes et recettes assimilées pour 1,45 Md€, due aux produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières en hausse (+1,41 Md€).

Prélèvements sur les recettes de l'Etat : -60,16 Md€

Les prélèvements sur les recettes de l'Etat s'élèvent à -60,16 Md€ à fin décembre 2017 contre -65,42 Md€ à fin décembre 2016. Cette évolution (+5,26 Md€)

s'explique notamment par de moindres prélèvements au profit des collectivités territoriales (+2,65 Md€) et de l'Union européenne (+2,62 Md€).

Solde des comptes spéciaux (hors FMI) : 5,56 Md€

Les principales évolutions du mois (hors CAS « Pensions »)

Le compte « **Avances aux collectivités territoriales** » enregistre des dépenses pour 9,01 Md€ et des recettes d'impôts locaux pour 15,33 Md€ (notamment en raison des échéances de cotisation foncière des entreprises et de taxe d'habitation au 15 décembre ainsi que de la constatation du dégrèvement barémique de CVAE).

Des recettes sont constatées au compte « **Avances à divers services de l'Etat ou organisme gérant des services publics** » pour 8,74 Md€, essentiellement dû au remboursement des avances versées à l'Agence de services et de paiement (ASP) au titre des aides

communautaires de la politique agricole commune.

Des recettes sont enregistrées au compte « **Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat** » pour 1,29 Md€ (principalement au titre d'un abondement du budget général) et au compte « **Avances à l'audiovisuel public** » pour 1,01 Md€ (notamment dû à la compensation de l'Etat au titre des dégrèvements de contribution à l'audiovisuel public).

Des dépenses sont constatées au compte « **Contrôle de la circulation et du stationnement routiers** » pour 0,52 Md€ (essentiellement au titre d'un versement au budget général).

A fin décembre 2017, le solde des comptes spéciaux s'établit à 5,56 Md€ contre 6,80 Md€ à fin décembre 2016.

Cette variation (-1,24 Md€) s'explique essentiellement par la diminution du solde des comptes de concours financiers (-3,32 Md€, avec notamment le compte « Prêts à des Etats étrangers » en baisse de -2,41 Md€ et le compte « Avances aux collectivités territoriales »

en baisse de -1,22 Md€) et des comptes d'affectation spéciale (-1,61 Md€, avec notamment le compte « Participations financières de l'Etat » en baisse de 2,03 Md€).

Ces mouvements sont néanmoins compensés par l'augmentation du solde des comptes de commerce (+3,71 Md€, notamment en raison des recettes au compte « Soutien financier au commerce extérieur »).

Dette financière de l'Etat au 31 décembre : 1 693,19 Md€

Les principaux flux nets positifs enregistrés au cours de l'année concernent les OAT (émissions nettes de remboursements de 108,47 Md€). Les montants nets des

BTF ont diminué de 7,45 Md€ depuis le début de l'année. Les BTAN ont été intégralement remboursés pour un montant net de 35,50 Md€.



	Mois	Cumul à fin décembre		Renvoi Page	
	Décembre	2017	2016 retraité 2016 exécuté		
unité : million d'€.					
DONNEES BUDGETAIRES					
Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI)	16 962	-67 783	-70 608	-69 056	5
Dépenses du budget général (nettes de R et D)	28 144	326 775	316 444	314 361	6
Recettes du budget général (nettes de R et D)	29 563	253 428	239 040	238 510	10
Principales recettes fiscales (nettes de R et D)					
- IR	3 591	73 020	71 753	71 751	
- IS *	19 131	35 715	29 990	29 990	
- TVA	13 698	152 419	144 577	144 439	
Solde des comptes spéciaux (hors FMI)	15 543	5 564	6 795	6 795	15
DONNEES PATRIMONIALES					
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	-3 648	107 092			16
Dettes financières de l'Etat	-2 909	1 693 189			17

* hors contribution sociale sur les bénéfices des sociétés



	Mois	Cumul à fin décembre		
	Décembre	2017	2016 retraité	2016 exécuté
unité : million d'€.				
Dépenses nettes du budget général				
Dotations des pouvoirs publics	0	991	988	988
Dépenses de personnel	10 905	127 612	123 153	123 191
Dépenses de fonctionnement	3 803	53 857	53 102	52 760
Charges de la dette de l'Etat	1 201	41 697	41 447	41 447
Dépenses d'investissement	1 082	11 124	11 000	11 000
Dépenses d'intervention	11 056	90 012	85 602	83 824
Dépenses d'opérations financières	97	1 481	1 151	1 151
Total des dépenses (nettes de R et D) (I)	28 144	326 775	316 444	314 361
Recettes nettes du budget général				
Recettes fiscales	28 812	295 633	284 592	284 097
Recettes non fiscales	3 872	13 818	16 238	16 238
Prélèvements sur recettes	-3 526	-60 161	-65 423	-65 457
Fonds de concours	405	4 137	3 632	3 632
Total des recettes (nettes de R et D) (II)	29 563	253 428	239 040	238 510
Total des recettes (nettes de R et D, hors prélèvements sur recettes)	33 089	313 589	304 463	303 967
SOLDE DU BUDGET GENERAL (III = II - I)	1 419	-73 347	-77 404	-75 851
Comptes spéciaux				
Solde des comptes d'affectation spéciale	-1 203	1 283	2 891	2 891
Solde des comptes de concours financiers	15 713	263	3 582	3 582
Solde des comptes de commerce	1 016	3 959	247	247
Solde des comptes d'opérations monétaires	-408	-667	-10 280	-10 280
SOLDE DES COMPTES SPECIAUX (hors FMI) (IV)	15 543	5 564	6 795	6 795
SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors FMI) (V = III + IV)	16 962	-67 783	-70 608	-69 056



	Mois	Cumul à fin décembre		
	Décembre	2017	2016 retraité	2016 exécuté
unité : million d'€.				
TITRE 2 - DEPENSES DE PERSONNEL	10 905	127 612	123 153	123 191
Rémunérations d'activité	6 392	73 005	70 568	70 587
Cotisations et contributions sociales	4 418	53 888	51 851	51 869
Prestations sociales et allocations diverses	95	719	734	735
AUTRES TITRES	17 239	199 163	193 290	191 171
Titre 1 - Dotations des pouvoirs publics	0	991	988	988
Titre 3 - Dépenses de fonctionnement	3 803	53 857	53 102	52 760
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	3 162	26 107	25 985	25 873
Subventions pour charges de service public	642	27 750	27 117	26 887
Titre 4 - Charges de la dette de l'Etat	1 201	41 697	41 447	41 447
Intérêts de la dette financière négociable	0	0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable	0	0	0	0
Charges financières diverses	1 201	41 697	41 447	41 447
Titre 5 - Dépenses d'investissement	1 082	11 124	11 000	11 000
Dépenses pour immob. corporelles de l'Etat	802	8 575	9 074	9 073
Dépenses pour immob. incorporelles de l'Etat	280	2 548	1 927	1 927
Titre 6 - Dépenses d'intervention	11 056	90 012	85 602	83 824
Transferts aux ménages	5 817	43 692	39 861	40 781
Transferts aux entreprises	2 869	16 726	14 985	12 654
Transferts aux collectivités territoriales	893	7 901	7 262	7 130
Transferts aux autres collectivités	1 470	21 659	23 433	23 127
Appels en garantie	8	35	61	133
Titre 7 - Dépenses d'opérations financières	97	1 481	1 151	1 151
Prêts et avances	0	281	93	93
Dotations en fonds propres	97	637	496	496
Dépenses de participations financières	0	564	562	562
TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL	28 144	326 775	316 444	314 361



unité : million d'€	Mois de décembre		Cumul à fin décembre 2017		Cumul à fin décembre 2016 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT	113	175	2 832	2 837	3 275
Action de la France en Europe et dans le monde	76	127	1 790	1 789	2 062
Diplomatie culturelle et d'influence	14	20	671	676	712
Français à l'étranger et affaires consulaires	22	29	372	372	357
Conférence "Paris Climat 2015" (1)	0	0	0	0	144
ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT	255	311	3 030	3 020	2 763
Administration territoriale	164	179	1 725	1 705	1 665
Vie politique, culturelle et associative	3	9	381	371	222
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	88	123	924	944	877
AGRICULTURE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES	901	1 898	4 616	4 636	3 613
Economie et développement durable de l'agriculture et des territoires (1)	0	0	0	0	1 679
Economie et développement durable des entreprises agricoles, agroalimentaires et forestières (2)	788	1 758	3 329	3 358	725
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	51	67	634	626	551
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	62	73	654	653	658
AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT	620	170	3 683	2 492	4 850
Aide économique et financière au développement	596	37	2 154	932	891
Solidarité à l'égard des pays en développement	24	133	1 529	1 560	1 551
Renforcement des fonds propres de l'Agence française de développement (1)	0	0	0	0	2 408
ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION	5	553	2 510	2 503	2 590
Liens entre la Nation et son armée	1	6	36	35	38
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant	4	540	2 379	2 374	2 457
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale	0	8	94	94	95
CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT	72	56	656	645	624
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	54	35	400	388	378
Conseil économique, social et environnemental	0	0	41	41	41
Cour des comptes et autres juridictions financières	18	21	214	215	206
Haut Conseil des finances publiques	0	0	0	0	0
CREDITS NON REPARTIS	0	0	0	0	0
Provision relative aux rémunérations publiques	0	0	0	0	0
Dépenses accidentelles et imprévisibles	0	0	0	0	0
CULTURE	164	225	2 908	2 849	2 729
Patrimoines	70	90	931	878	864
Création	5	20	780	784	749
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	88	115	1 196	1 187	1 116
DEFENSE	4 959	3 559	43 867	42 258	41 146
Environnement et prospective de la politique de défense	290	77	1 429	1 370	1 326
Préparation et emploi des forces	1 217	649	8 687	8 537	8 346
Soutien de la politique de la défense	2 006	1 863	22 478	22 346	21 640
Equiperment des forces	1 446	970	11 272	10 005	9 834
DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT	85	126	1 437	1 365	1 344
Coordination du travail gouvernemental	43	64	606	619	588
Protection des droits et libertés	5	7	85	90	94
Moyens mutualisés des administrations déconcentrées	36	55	746	656	662
ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET MOBILITE DURABLES	713	1 215	11 612	11 896	11 161
Infrastructures et services de transports	292	566	4 648	4 633	4 406
Sécurité et affaires maritimes, pêche et aquaculture	6	20	172	168	158
Météorologie (1)	0	0	0	0	190
Paysages, eau et biodiversité	7	25	256	266	243
Expertise, information géographique et météorologie (2)	0	47	480	480	93
Prévention des risques	-42	-23	154	147	-33
Energie, climat et après-mines	0	79	410	636	464
Service public de l'énergie	212	243	2 545	2 544	2 366
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	238	258	2 946	3 023	3 273



unité : million d'€	Mois de décembre		Cumul à fin décembre 2017		Cumul à fin décembre 2016 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
ECONOMIE	563	313	3 781	3 465	1 882
Développement des entreprises et du tourisme	113	249	2 504	2 575	1 029
Plan "France Très haut débit"	394	8	394	8	-13
Statistiques et études économiques	38	38	453	448	444
Stratégie économique et fiscale	18	19	430	434	422
EGALITE DES TERRITOIRES ET LOGEMENT	1 551	1 670	18 127	18 089	17 976
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	124	251	2 071	1 963	1 791
Aide à l'accès au logement	1 286	1 292	15 515	15 515	15 357
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	142	127	541	611	828
Conduite et pilotage des politiques du logement et de l'habitat durable (2)	0	0	0	0	0
ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT	1 289	1 473	42 127	42 351	41 849
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat (crédits évaluatifs)	1 201	1 201	41 697	41 697	41 447
Appels en garantie de l'Etat (crédits évaluatifs)	0	8	35	35	49
Epargne	0	23	97	97	123
Majoration de rentes	1	144	261	261	32
Dotation en capital du Mécanisme européen de stabilité	87	87	87	87	0
Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement	0	0	0	0	0
Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque	0	11	-50	174	198
ENSEIGNEMENT SCOLAIRE	5 659	5 905	70 283	70 329	67 730
Enseignement scolaire public du premier degré	1 811	1 814	21 575	21 574	20 442
Enseignement scolaire public du second degré	2 756	2 773	32 437	32 436	31 465
Vie de l'élève	271	399	5 169	5 168	4 906
Enseignement privé du premier et du second degrés	560	576	7 477	7 477	7 255
Soutien de la politique de l'éducation nationale	174	205	2 229	2 278	2 292
Enseignement technique agricole	88	138	1 396	1 396	1 370
GESTION DES FINANCES PUBLIQUES ET DES RESSOURCES HUMAINES	897	969	10 914	10 943	10 851
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	693	707	8 049	8 057	7 996
Conduite et pilotage des politiques économiques et financières	87	116	1 185	1 177	989
Facilitation et sécurisation des échanges	117	127	1 511	1 515	1 547
Entretien des bâtiments de l'Etat (1)	0	0	0	0	128
Fonction publique	0	20	169	194	191
IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION	184	349	1 608	1 461	1 133
Immigration et asile	184	345	1 419	1 272	913
Intégration et accès à la nationalité française	0	3	188	189	220
INVESTISSEMENTS D'AVENIR (3)	1 550	0	5 080	0	0
Soutien des progrès de l'enseignement et de la recherche (3)	1 050	0	2 000	0	0
Valorisation de la recherche (3)	0	0	880	0	0
Accélération de la modernisation des entreprises (3)	500	0	2 200	0	0
JUSTICE	836	806	9 056	8 375	8 070
Justice judiciaire	278	278	3 274	3 292	3 244
Administration pénitentiaire	434	390	4 247	3 532	3 349
Protection judiciaire de la jeunesse	68	83	822	813	797
Accès au droit et à la justice	24	25	381	379	339
Conduite et pilotage de la politique de la justice	33	29	329	355	336
Conseil supérieur de la magistrature	0	0	3	4	4
MEDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES	73	93	558	549	526
Presse et médias (2)	63	72	282	275	231
Livre et industries culturelles	10	21	277	274	265
Contribution à l'audiovisuel et à la diversité radiophonique (1)	0	0	0	0	29
OUTRE-MER	192	238	2 020	2 030	1 901
Emploi outre-mer	127	135	1 296	1 297	1 247
Conditions de vie outre-mer	65	102	725	733	653



unité : million d'€	Mois de décembre		Cumul à fin décembre 2017		Cumul à fin décembre 2016 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
POLITIQUE DES TERRITOIRES	40	64	732	631	684
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	31	43	323	215	258
Interventions territoriales de l'Etat	5	3	43	47	36
Politique de la ville	5	17	366	369	390
POUVOIRS PUBLICS	0	0	991	991	988
Présidence de la République	0	0	100	100	100
Assemblée nationale	0	0	518	518	518
Sénat	0	0	324	324	324
La Chaîne parlementaire	0	0	35	35	35
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	0	0	0
Conseil constitutionnel	0	0	14	14	10
Haute Cour	0	0	0	0	0
Cour de justice de la République	0	0	1	1	1
RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	533	1 117	26 723	27 202	26 073
Formations supérieures et recherche universitaire	74	142	13 148	13 134	12 808
Vie étudiante	179	268	2 643	2 644	2 547
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	57	269	6 537	6 596	6 175
Recherche spatiale	0	67	1 453	1 453	1 363
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	123	178	1 571	1 903	1 665
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	79	165	768	862	905
Recherche duale (civile et militaire)	0	0	161	167	167
Recherche culturelle et culture scientifique	0	2	112	113	118
Enseignement supérieur et recherche agricoles	21	27	330	330	325
REGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE	77	210	6 330	6 330	6 320
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	22	86	4 075	4 075	4 066
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	0	69	828	828	825
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	55	55	1 427	1 427	1 429
RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES	256	444	4 373	3 389	2 700
Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements	240	408	3 935	2 930	2 459
Concours spécifiques et administration	16	35	438	459	241
REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS	16 594	16 608	112 573	112 573	103 326
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat (crédits évaluatifs)	11 881	11 895	99 909	99 909	90 618
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux (crédits évaluatifs)	4 713	4 713	12 664	12 664	12 708
SANTE	64	64	1 253	1 249	1 381
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	7	7	441	437	543
Protection maladie	57	57	812	812	838
SECURITES	1 576	1 639	19 760	19 508	18 773
Police nationale	863	890	10 398	10 311	9 950
Gendarmerie nationale	659	691	8 844	8 654	8 304
Sécurité et éducation routières	1	8	35	35	32
Sécurité civile	53	50	483	508	486
SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES	1 824	3 178	18 984	19 019	17 826
Inclusion sociale et protection des personnes	1 366	1 830	6 546	6 546	5 665
Handicap et dépendance	392	1 242	10 978	10 980	10 667
Egalité entre les femmes et les hommes	0	1	21	22	23
Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative	67	104	1 438	1 470	1 471
SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE	2	7	782	784	697
Sport	1	5	241	243	263
Jeunesse et vie associative	1	2	541	540	434
TRAVAIL ET EMPLOI	1 545	1 318	15 628	15 580	14 988
Accès et retour à l'emploi	465	574	7 442	7 688	8 508
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	1 024	685	7 459	7 120	5 715
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	0	1	44	84	84
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	55	57	684	687	681
TOTAL DES DEPENSES BRUTES DU BUDGET GENERAL	43 194	44 752	448 834	439 348	419 769
TOTAL DES DEPENSES NETTES DU BUDGET GENERAL	26 600	28 144	336 261	326 775	316 444

(1) suppression en 2017
(2) changement de libellé en 2017
(3) création en 2017



	Mois	Cumul à fin décembre			
		Décembre	2017	2016 retraité	2016 exécuté
unité : million d'€.					
Impôt sur le Revenu (A)	3 816	77 622	76 557	76 554	
Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (B)	-890	3 222	2 957	2 957	
Impôt sur les sociétés (C)	20 430	66 097	57 774	57 774	
Impôt sur les sociétés	20 122	64 773	56 616	56 616	
Contribution sociale sur les bénéfices des sociétés	308	1 324	1 158	1 158	
Autres impôts directs et taxes assimilées (D)	729	13 119	12 967	12 967	
Retenues à la source sur certains bénéficiaires non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	74	1 017	628	628	
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	128	3 707	3 524	3 524	
Prélèvements sur les bénéfices tirés de la construction immobilière (loi n°63-254 du 15 mars 1963, art. 28-IV)	0	0	0	0	
Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéfices distribués (loi n°65-566 du 12 juillet 1965 art 3)	0	0	0	0	
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices	0	1	1	1	
Impôt de solidarité sur la fortune	128	5 067	5 051	5 051	
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	0	0	33	33	
Prélèvements sur les entreprises d'assurance	2	80	94	94	
Taxe sur les salaires	0	0	0	0	
Cotisation minimale de taxe professionnelle	0	16	8	8	
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	11	24	15	15	
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	4	30	31	31	
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	9	75	80	80	
Contribution des institutions financières	0	0	0	0	
Taxe sur les surfaces commerciales	0	286	187	187	
Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle	1	4	4	4	
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	0	0	
Cotisation foncière des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	-2	4	12	12	
Recettes diverses	373	2 809	3 300	3 300	
Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (E)	1 169	11 114	15 856	15 878	
Taxe sur la Valeur Ajoutée (F)	17 928	205 751	196 861	196 722	
Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes (G)	2 240	31 280	24 947	24 569	
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	36	449	516	516	
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	12	169	154	154	
Mutations à titre onéreux de meubles corporels	0	1	1	1	
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	8	25	9	9	
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	207	2 273	1 799	1 799	



	Mois	Cumul à fin décembre		
	Décembre	2017	2016 retraité	2016 exécuté
unité : million d'€.				
Mutations à titre gratuit par décès	774	10 557	10 693	10 693
Contribution de sécurité immobilière	63	701	632	632
Autres conventions et actes civils	33	466	535	535
Actes judiciaires et extrajudiciaires	0	0	0	0
Taxe de publicité foncière	43	437	386	386
Prélèvement sur les sommes versées par les organismes d'assurances et assimilés à raison des contrats d'assurances en cas de décès	11	184	224	224
Taxe additionnelle au droit de bail	0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités	42	239	271	271
Timbre unique	44	382	206	206
Taxe sur les véhicules de société	0	0	0	150
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	0	0	0	0
Permis de chasser	0	0	0	0
Droits d'importation	0	0	0	0
Autres taxes intérieures	482	9 523	3 707	3 179
Autres droits et recettes accessoires	0	4	4	4
Amendes et confiscations	3	39	53	53
Taxe générale sur les activités polluantes	3	192	206	206
Cotisation à la production sur les sucres	0	0	0	0
Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs	0	0	0	0
Taxe et droits de consommation sur les tabacs	0	0	0	0
Garantie des matières d'or et d'argent	0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers	1	175	291	291
Autres droits et recettes à différents titres	0	2	36	36
Taxe sur les achats de viande	0	0	0	0
Taxe spéciale sur la publicité télévisée	2	40	49	49
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage	5	52	53	53
Taxe sur certaines dépenses de publicité	0	24	25	25
Taxe de l'aviation civile	0	0	9	9
Taxe sur les installations nucléaires de base	0	576	577	577
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées	1	27	28	28
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux (hors paris sportifs)	311	2 246	2 214	2 214
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos	26	741	719	719
Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques	38	435	431	431
Prélèvement sur les paris sportifs	31	302	287	287
Prélèvement sur les jeux de cercle en ligne	5	56	58	58
Redevance sur les paris hippiques en ligne	0	0	0	0
Taxe sur les transactions financières	16	661	450	450
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	5	5	4	4
Autres taxes	40	295	319	319
TOTAL RECETTES FISCALES (A+B+C+D+E+F+G)	45 420	408 206	387 918	387 422
TOTAL RECETTES FISCALES (nettes de remb. et dégrèv.)	28 812	295 633	284 592	284 097



	Mois	Cumul à fin décembre		
	Décembre	2017	2016 retraité	2016 exécuté
unité : million d'€.				
Dividendes et recettes assimilées (A)	687	5 440	3 990	3 990
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	312	3 329	1 924	1 924
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	248	576	257	257
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéficiaires des établissements publics non financiers	128	1 535	1 809	1 809
Autres dividendes et recettes assimilées	0	0	0	0
Produits du domaine de l'Etat (B)	926	2 308	3 191	3 191
Revenus du domaine public non militaire	7	107	218	218
Autres revenus du domaine public	35	169	173	173
Revenus du domaine privé	0	1	56	56
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	695	979	1 590	1 590
Paiement par les administrations de leurs loyers budgétaires	129	982	968	968
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	60	60	174	174
Autres produits de cessions d'actifs	0	0	0	0
Autres revenus du Domaine	0	11	12	12
Produits de la vente de biens et services (C)	147	1 118	847	847
Remboursement par l'Union européenne des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	96	423	206	206
Autres frais d'assiette et de recouvrement	48	616	575	575
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	0	60	48	48
Produits de la vente de divers biens	0	0	0	0
Produits de la vente de divers services	0	3	4	4
Autres recettes diverses	3	14	13	13
Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières (D)	116	445	874	874
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	14	88	589	589
Intérêts des prêts du fonds de développement économique et social	0	5	9	9
Intérêts des avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	8	24	37	37
Intérêts des autres prêts et avances	43	103	59	59
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	41	186	141	141
Autres avances remboursables sous conditions	0	1	3	3
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	6	13	13	13
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	2	25	23	23



	Mois	Cumul à fin décembre		
	Décembre	2017	2016 retraité	2016 exécuté
unité : million d'€.				
Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite (E)	800	1 907	2 293	2 293
Produits des amendes de la police de la circulation et du stationnement routiers	439	484	486	486
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	247	516	994	994
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	1	79	20	20
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'agence judiciaire du Trésor	2	10	14	14
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires	108	795	746	746
Frais de poursuite	2	10	10	10
Frais de justice et d'instance	1	11	12	12
Intérêts moratoires	0	0	0	0
Pénalités	0	2	12	12
Divers (F)	1 195	2 600	5 044	5 044
Reversements de Natixis	40	40	45	45
Reversements au titre des procédures de soutien financier au commerce extérieur (1)	327	327	2 411	2 411
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	618	618	764	764
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat	13	242	300	300
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	25	232	197	197
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	1	7	8	8
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	0	0	0	0
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	0	6	14	14
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régalienn	0	0	0	0
Frais d'inscription	1	8	9	9
Recouvrement des indemnisations versées par l'Etat au titre des expulsions locatives	1	8	8	8
Remboursement des frais de scolarité et accessoires	0	6	5	5
Récupération d'indus	5	30	53	53
Recouvrements après admission en non-valeur	14	139	142	142
Divers versements de l'Union européenne	0	13	17	17
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	2	19	22	22
Intérêts divers (hors immobilisations financières)	2	30	22	22
Recettes diverses en provenance de l'étranger	2	2	2	2
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	1	3	3	3
Soulte sur reprise de dette et recettes assimilées	0	0	0	0
Recettes accidentelles	25	293	219	219
Produits divers	82	406	591	591
Autres produits divers	37	170	212	212
TOTAL RECETTES NON FISCALES (A+B+C+D+E+F)	3 872	13 818	16 238	16 238

(1) changement de libellé en 2017



	Mois	Cumul à fin décembre		
	Décembre	2017	2016 retraité	2016 exécuté
unité : million d'€.				
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales	-3 203	-43 781	-46 428	-46 461
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	-2 258	-30 877	-33 271	-33 305
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	-4	-12	-13	-13
Dotations de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	0	-44	-62	-62
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	-552	-5 009	-5 216	-5 216
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	-83	-1 981	-1 636	-1 636
Dotations élu local	0	-65	-65	-65
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Corse et des départements de Corse	-20	-47	-44	-44
Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion	1	-500	-500	-500
Dotations départementale d'équipement des collèges	0	-326	-326	-326
Dotations régionale d'équipement scolaire	0	-661	-661	-661
Fonds de solidarité des collectivités territoriales touchées par des catastrophes naturelles	0	0	0	0
Dotations globale de construction et d'équipement scolaire	0	-3	-3	-3
Compensation relais de la réforme de la taxe professionnelle	0	0	0	0
Dotations de compensation de la réforme de la taxe professionnelle	-233	-3 099	-3 324	-3 324
Dotations pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	-29	-533	-626	-626
Prélèvement sur les recettes de l'Etat spécifique au profit de la dotation globale de fonctionnement (1)	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle	-2	-50	-163	-163
Dotations de compensation des produits syndicaux fiscalisés (1)	0	0	0	0
Dotations de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle (complément au titre de 2011) (1)	0	0	0	0
Dotations de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les établissements publics de coopération intercommunale percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants	0	-3	-3	-3
Dotations de compensation liée au processus de départementalisation de Mayotte	-7	-83	-83	-83
Dotations exceptionnelle de correction des calculs de la dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle et du prélèvement ou du reversement des fonds nationaux de garantie individuelle des ressources (1)	0	0	0	0
Fonds de compensation des nuisances aéroportuaires	-7	-7	-7	-7
Dotations de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle	0	-389	-423	-423
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des pertes de recettes liées au relèvement du seuil d'assujettissement des entreprises au versement transport	0	-82	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Guyane	-9	-9	0	0
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne	-323	-16 380	-18 996	-18 996
TOTAL PRELEVEMENTS SUR RECETTES	-3 526	-60 161	-65 423	-65 457
Fonds de concours				
Fonds de concours ordinaires et spéciaux	395	3 861	3 402	3 402
Fonds de concours - coopération internationale	10	276	230	230
TOTAL FONDS DE CONCOURS	405	4 137	3 632	3 632



unité : million d'€.

	Mois de décembre		Cumul à fin décembre					
	Dépenses	Recettes	Dépenses		Recettes		Soldes	
			2017	2016 exécuté	2017	2016 exécuté	2017	2016 exécuté
Comptes d'affectation spéciale	7 238	6 036	77 407	69 043	78 690	71 934	1 283	2 891
Aides à l'acquisition de véhicules propres	64	36	295	235	352	266	57	30
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	522	20	1 362	1 342	1 528	1 421	165	79
Développement agricole et rural	5	3	129	129	133	131	4	2
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	26	31	343	350	378	377	35	27
Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage	200	2	1 635	1 502	1 596	1 545	-39	43
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	214	31	518	497	433	574	-85	77
Participation de la France au désendettement de la Grèce	0	0	0	0	183	233	183	233
Participations financières de l'Etat	244	205	8 663	4 005	7 912	5 281	-751	1 276
Pensions	5 659	5 684	57 708	57 027	59 646	57 789	1 938	762
Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs	0	50	401	19	408	84	7	65
Transition énergétique	303	-27	6 353	3 936	6 121	4 234	-232	297
Comptes de concours financiers	9 402	25 115	120 672	118 079	120 935	121 662	263	3 582
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0	0	0
Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	45	8 742	14 174	13 623	14 227	13 741	53	117
Avances à l'audiovisuel public	328	1 009	3 931	3 867	3 930	3 868	0	0
Avances aux collectivités territoriales	9 011	15 325	102 074	99 573	102 235	100 954	161	1 381
Prêts à des Etats étrangers	19	58	493	745	392	3 058	-101	2 313
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	0	-19	0	271	151	42	150	-229
Comptes de commerce	758	1 774	48 222	47 690	52 182	47 938	3 959	247
Approvisionnement de L'Etat et des forces armées en produits pétroliers, biens et services complémentaires	69	57	619	529	620	586	1	57
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	16	18	167	160	172	162	5	2
Couverture des risques financiers de l'Etat	231	231	2 132	2 898	2 132	2 898	0	0
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	62	36	600	651	619	656	19	5
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	21	1 290	43 781	43 382	43 806	43 527	25	145
Lancement de certains matériels aéronautiques et de certains matériels d'armement complexes	0	0	6	1	8	8	2	7
Opérations commerciales des domaines	3	4	43	43	71	73	29	30
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	2	15	25	25	27	27	2	2
Renouvellement des concessions hydroélectriques	0	0	1	0	0	0	-1	0
Soutien financier au commerce extérieur (1)	354	123	848	0	4 726	0	3 877	0
Comptes d'opérations monétaires	723	315	2 518	11 331	1 850	1 051	-667	-10 280
Emission des monnaies métalliques	12	28	162	179	253	252	91	73
Opérations avec le Fonds Monétaire International	705	280	2 287	11 128	1 563	774	-725	-10 354
Pertes et bénéfices de change	5	7	69	24	35	24	-34	1
TOTAL COMPTES SPECIAUX	18 122	33 240	248 818	246 143	253 657	242 585	4 839	-3 558
TOTAL COMPTES SPECIAUX (hors FMI)	17 416	32 960	246 531	235 015	252 094	241 810	5 564	6 795

(1) création en 2017



Unité : million d'€		Solde au 31/12/2016	Flux nets de l'année	Solde à fin décembre 2017
Dépôts de fonds au Trésor	Organismes d'assurance et de réassurance	445	-14	431
	Organismes à caractère financier			
	Caisse des Dépôts et Consignations	10	1	11
	La Poste	0	0	0
	Divers organismes à caractère financier	287	159	446
	Total organismes à caractère financier	742	146	887
	CEPL			
	Régions	1 866	438	2 304
	Départements	5 232	1 060	6 292
	Communes	23 185	1 186	24 371
	HLM	567	-225	343
	Autres	22 134	1 688	23 822
	Total CEPL	52 984	4 148	57 132
	Etablissements publics de santé	5 010	93	5 103
	Etablissements publics nationaux			
	Etablissements publics nationaux à caractère administratif	10 693	723	11 416
	Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial	3 774	435	4 209
	Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel	2 818	415	3 232
	Etablissements publics à caractère scientifique et technologique	862	310	1 171
	Total établissements publics nationaux	18 146	1 883	20 029
	Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger	6 124	3 031	9 155
	Union européenne	3 786	-19	3 767
Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés				
Fonds et Fondations	52	5	56	
GIP	662	118	780	
EPL	2 305	66	2 371	
Autres correspondants	12 464	-4 719	7 745	
Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor	0	0	0	
Intérêts courus sur les dépôts des correspondants du Trésor	41	8	49	
Total autres correspondants du Trésor et comptes rattachés	15 525	-4 523	11 002	
Total Dépôts de fonds du Trésor	102 316	4 759	107 075	
Comptes à terme	Placements des CEPL sur un compte à terme	9	9	18
	Placements des correspondants du Trésor (hors CEPL) sur un compte à terme	0	0	0
	Intérêts courus sur comptes à terme	0	0	0
	Total Comptes à terme	9	9	18
Total Passif (A)		102 325	4 768	107 093
Créances résultant des placements des deniers pupillaires		0	0	0
Découverts des correspondants du Trésor		0	0	0
Total Actif (B)		0	0	0
SOLDE NET DE LA DETTE DE L'ETAT A L'EGARD DES CORRESPONDANTS (A-B)		102 324	4 768	107 092



	Solde au 31/12/2016	Flux nets de l'année	Solde à fin décembre 2017
unité : million d'€.			
Titres négociables (A)	1 620 619	65 513	1 686 132
Titres négociables à moyen et long terme	1 486 694	72 965	1 559 659
Obligations Assimilables du Trésor (OAT)	1 451 194	108 465	1 559 659
<i>dont - taux fixe</i>	1 251 637	106 248	1 357 885
<i>- taux variable</i>	180 172	1 486	181 658
Bons du Trésor à intérêts Annuels (BTAN)	35 500	-35 500	0
<i>dont - taux fixe</i>	35 500	-35 500	0
<i>- taux variable</i>	0	0	0
Autres titres négociables à moyen et long terme	0	0	0
Titres négociables à court terme	133 925	-7 452	126 473
Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)	133 925	-7 452	126 473
Autres titres négociables à court terme	0	0	0
Dettes exigibles sur titres négociables échus (B)	0	0	0
Dettes financières et autres emprunts (C)	7 135	-78	7 057
TOTAL (A+B+C)	1 627 754	65 435	1 693 189



Les chiffres présentés sont les données mensuelles et cumulées depuis le 1^{er} janvier jusqu'à la fin du mois. Les chiffres « exécutés » 2016 correspondent aux données publiées l'année dernière. Les chiffres « retraités » 2016 correspondent aux données exécutées corrigées des changements de périmètre liés à la loi de finances pour 2017.

Autorisation d'engagement (AE)

Elles constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées dans l'année.

Catégorie

La catégorie identifie une typologie de dépenses relevant d'un titre.

Comptes spéciaux

Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception du compte d'Accords monétaires internationaux et du compte de Prêts à des Etats étrangers.

Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif ; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux a un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

Correspondants du Trésor

Déposants de fonds au Trésor Public à titre obligatoire ou non.

Crédit de paiement (CP)

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

FMI : Fonds Monétaire International

Fonds de concours

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir avec ceux de l'Etat à des dépenses d'intérêt public.

Mission

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Elle peut être interministérielle. Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission.

Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

Prélèvements sur recettes

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.

Programme

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation.

Unité de spécialité des crédits, le programme constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe du programme fixée par le Parlement, sous réserve de ne pas dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

R et D : Remboursements et Dégrèvements

Il s'agit de dépenses venant en atténuation de recettes d'impôts d'Etat ou d'impôts locaux. Les remboursements concernent des trop versés d'impôts acquittés par versement spontané. Les dégrèvements sont calculés après l'émission initiale de l'impôt pour rectifier des erreurs ou à la suite de procédures contentieuses. Les restitutions d'impôts, les remises gracieuses et les admissions en non valeurs sont également des dépenses venant en atténuation de recettes.

Solde budgétaire de l'exercice

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante, intégrant leur imputation en gestion courante et suivante.

Titre

Les dépenses budgétaires de l'Etat sont regroupées sous les titres suivants :

- les dotations des pouvoirs publics ;
- les dépenses de personnel ;
- les dépenses de fonctionnement ;
- les charges de la dette de l'Etat ; ces opérations visent les dépenses (décaissements) liées à la dette de l'Etat ayant un impact sur le solde les remboursements de la dette ne sont donc pas visés ici ;
- les dépenses d'investissement ;
- les dépenses d'intervention ;
- les dépenses d'opérations financières.

Différences d'arrondis

La somme des arrondis n'étant pas égale à l'arrondi d'une somme, des écarts de montants peuvent apparaître entre les tableaux de synthèse et les tableaux de développement. Pour l'ensemble des tableaux, le montant présenté au regard de chaque ligne de détail correspond à la valeur arrondie la plus proche.

Dette financière de l'Etat

Le tableau de la dette financière ne comprend pas les intérêts courus non échus, les intérêts constatés d'avance ainsi que les dettes rattachées à des participations.